Quand le réel se disloque

Mutations sociales, fragmentation des récits et quête de nouveaux ancrages

Le réel ne disparaît pas. Il se diversifie, se fragmente, se démultiplie — au point que nous semblons ne plus habiter la même réalité. Ce déplacement est la thèse centrale de cette contribution. Les bouleversements sociaux, techniques et démographiques des dernières décennies ont érodé les institutions qui assuraient un rapport commun au monde, dissous les grands récits qui nous rassemblaient, et multiplié les univers informationnels parallèles. Il en résulte un sentiment diffus mais tenace de désorientation, de méfiance, d'incertitude existentielle. Mais ce réel brouillé, fragmenté, délégué à de multiples réseaux reste susceptible de redevenir lisible — à condition, comme le formule la philosophe Isabelle Stengers, d'accepter qu'il ne soit pas à sauver mais à négocier. Fondé sur une enquête de terrain croisant entretiens et données empiriques, il s'est agi d'explorer les causes sociales et anthropologiques de cette pluralisation du réel et d'examiner les conditions d'une recomposition.

par
Louis Braun,
Sarah Belaouni,
Flavie Madiot
et Andrea Bueno,
élèves managers en ingénierie des politiques publiques (Grade L3), à l'Institut supérieur du Management Public et Politique – ISMaPP.

À l'heure où un simple casque suffit à plonger en quelques secondes dans un univers artificiel souvent plus cohérent que le monde extérieur, une question s'impose avec force : que devient notre rapport au Réel lorsque l'illusion devient plus accessible que l'expérience vécue ?[1] Mais réduire la dislocation du réel à la seule réalité virtuelle serait trop commode. Ce que nous observons est plus profond, plus ancien, et plus largement partagé. Il tient à des mutations qui touchent les structures sociales, les institutions, les récits collectifs et jusqu'aux rythmes de la vie quotidienne. Quelques précisions s'imposent d'emblée. Le Réel désigne ce qui est et ce dont on peut faire l'expérience ; il fait résistance à l'imaginaire. La réalité en est la représentation, produite par la perception humaine. Le Réel construit ainsi un consensus permettant de fonder un monde communément habitable.[2] Envisager que ce réel se soit disloqué, ce n'est pas dire qu'il a disparu. C'est constater qu'il s'est pluralisé, fragmenté, que ce qui était assemblé en un tout s'est séparé en une multiplicité de perceptions et d'expériences concurrentes. Ce glissement — de l'unité à la pluralité — est le fil directeur de notre analyse, articulée en trois temps : les mutations sociales et techniques qui fragilisent les institutions (I), la multiplication des récits qui pluralise le réel (II), et les crises contemporaines accompagnées des tentatives de recomposition (III).

La fragilisation des institutions par les mutations sociales et techniques

Des révolutions qui transforment le rapport au monde

La Révolution industrielle constitue un premier tournant fondateur. En modifiant radicalement les modes de production, les rythmes de travail et l'organisation sociale, elle rompt avec les temporalités agraires, cycliques et communautaires. Le temps se scande désormais par l'horloge et la cadence des machines, non plus par la cloche des clochers. L'espace social se reconfigure autour des pôles urbains : Manchester passe de quelque 25 000 habitants en 1770 à plus de 300 000 en 1850. Les institutions – famille, Église, structures communautaires – peinent à maintenir leur fonction d'ancrage dans une réalité commune devenue plurielle et fragmentée.[3]



Crédit : AdobeStock – TA design

En exploitant les biais cognitifs naturels — tendance à chercher la confirmation de ses croyances, attrait pour l'extraordinaire, méfiance envers les experts —, l'environnement numérique favorise la diffusion des croyances non vérifiées et l'installation durable d'univers informationnels parallèles.

La révolution numérique radicalise ce processus. Là où l'industrialisation transformait les conditions matérielles de l'existence, le numérique affecte directement les modes de perception, de relation et de construction du réel. Paul Virilio et Hartmut Rosa ont analysé cette *tyrannie de la vitesse* qui engendre un sentiment d'urgence permanente, affaiblit les cadres institutionnels fondés sur la stabilité et la transmission, et rend difficile toute inscription dans le long terme.[4] Bernard Stiegler prolonge l'analyse : la technique n'est pas un simple outil, elle est une médiation constitutive de l'expérience du réel.[5] Jean Baudrillard va plus loin encore : dans un monde de simulacres, le réel se trouve mis en concurrence avec des représentations souvent plus séduisantes que l'expérience sensible elle-même.[6] En France, la diffusion du numérique illustre la rapidité de cette transformation : la part des ménages équipés a bondi de 15 % à 45 % entre 1995 et 2005, reconfigurant durablement les pratiques quotidiennes, les modes d'information et de socialisation, tout en affaiblissant les médiations institutionnelles traditionnelles.[7] Comme le confiait l'abbé François Delmotte, philosophe et prêtre, lors de l'enquête : « S'il y a aujourd'hui un abandon du religieux, c'est avant tout dû à une perte du rapport au réel : les individus continuent de partager une même réalité objective mais n'en ont plus une lecture commune. »

L'effritement des repères et la crise de gouvernance

Ces transformations entraînent une crise de gouvernance profonde. Étymologiquement, gouverner – du latin *gubernare*, tenir le gouvernail – suppose un horizon commun vers lequel orienter l'action collective. Or, dans un monde vécu comme polyphonique, maintenir un tel cap relève du défi. La défiance envers les institutions atteint des niveaux historiques[8] : là où le président de la République suscite la confiance de 23 % des Français, le maire en recueille 61 %. Ce différentiel révèle une géographie de la légitimité fondée sur la proximité. L'exigence citoyenne s'est déplacée de l'abstraction des grands principes vers la matérialité du quotidien : l'état d'une rue, la fermeture d'un service public, l'accessibilité d'une crèche. L'effritement des repères touche également les structures symboliques : recul de l'emploi stable, diversification des formes familiales, sécularisation, individualisation des parcours de vie. Ces dynamiques participent d'une société que certains sociologues qualifient désormais de *post-symbolique*, où les grands systèmes de valeurs unificateurs ont perdu leur puissance régulatrice. L'individu doit construire seul ses références, dans un contexte où les repères communs apparaissent toujours plus

incertains — non sans risque de solitude et de désorientation, comme le souligne François de Singly[9].

La multiplication des récits et la pluralisation du réel

L'éclatement des grands récits unifiants

Les grandes narrations collectives – religieuse, monarchique, républicaine, progressiste – ont longtemps fourni aux sociétés un cadre interprétatif partagé, rendant le monde *habitable* sur les plans politique, social et existentiel. Leur effacement progressif constitue ce que Jean-François Lyotard a désigné comme « l'incrédulité à l'égard des grands récits ».[10] Les deux guerres mondiales, les totalitarismes et les génocides ont profondément ébranlé la croyance en une réalité et un sens historique unifiants. Selon Paul Ricœur, lorsque cette médiation narrative se dissout, l'expérience du temps elle-même se fragmente, et le réel cesse d'apparaître comme un tout cohérent. Zygmunt Bauman parle de « modernité liquide » : ce n'est pas l'absence de récits qui caractérise notre époque, mais leur prolifération — partielle, locale, subjective — sans qu'aucun ne parvienne à s'imposer comme cadre commun.[11] Ce diagnostic est partagé au plus haut niveau politique. Lors d'un discours prononcé le 26 octobre 2021, Emmanuel Macron constatait que nos sociétés sont désormais « malheureuses de ne plus avoir de grands récits, confrontées à la petitesse des petits récits ».[12] Cette crise est d'abord symbolique. Elle favorise, en retour, la montée du populisme et du complotisme, qui offrent aux individus des récits simplifiés capables de restaurer une apparence de cohérence dans un monde fragmenté.

« S'il y a aujourd'hui un abandon du religieux, c'est avant tout dû à une perte du rapport au réel : les individus continuent de partager une même réalité objective mais n'en ont plus une lecture commune. »

Réseaux, voix minoritaires et vulnérabilité cognitive

L'affaiblissement des grands récits dominants ouvre cependant un espace inédit pour des voix longtemps marginalisées. Des groupes historiquement dominés peuvent désormais contester les catégories à partir desquelles le réel a été pensé et nommer leur propre expérience du monde — comme le montrait Frantz Fanon dans ses travaux sur la domination coloniale[13]. Cette pluralisation constitue une forme d'émancipation, mais elle rend aussi plus difficile l'élaboration d'un horizon partagé. Judith Butler le formule avec précision : toute norme qui définit le réel exclut certaines existences, mais la disparition totale des normes rend le réel instable et conflictuel. Manuel Castells apporte sur ce point un éclairage structurant.[14] En montrant comment les réseaux numériques reconfigurent simultanément les formes de domination et les formes de résistance, il souligne que la dislocation du réel produit non seulement de la fragmentation, mais aussi de nouvelles solidarités et de nouvelles identités collectives. Le réel se démultiplie, certes — mais il se réinvente aussi. Ce point est essentiel : la dislocation n'est pas une disparition.

La transformation des médias accélère et amplifie cette dynamique. En 2025, 60 % des Français s'informent en ligne, et 32 % via les réseaux sociaux.[15] Les plateformes numériques imposent une hyper-personnalisation des contenus qui donne à chacun une réalité vécue différente. Seuls 29 % des Français jugent fiable « la plupart de l'actualité la plupart du temps ».[16] Comme nous le confiait Jérémie Peltier, co-directeur de la Fondation Jean-Jaurès : « Si les attentats du 13 novembre 2015 avaient eu lieu aujourd'hui, les réseaux sociaux auraient véhiculé des milliers d'interprétations, de fakes, de narrations concurrentes. Il serait beaucoup plus difficile de construire un réel partagé. »[17] Gérald Bronner complète ce tableau en montrant que cette libéralisation du marché cognitif ne produit pas nécessairement une meilleure information.[18] En exploitant les biais cognitifs naturels — tendance à chercher la confirmation de ses croyances, attrait pour l'extraordinaire, méfiance envers les experts —, l'environnement numérique favorise la diffusion des croyances non vérifiées et l'installation durable d'univers informationnels parallèles. Jérémie Peltier reprend l'expresson d'« archipélisation » de la société française : classes sociales, territoires et générations n'expérimentent plus les mêmes conditions matérielles d'existence et ne construisent plus le même rapport au réel.

Une précaution intellectuelle nécessaire : le regard non-occidental

Toute réflexion sur la dislocation du réel court un risque : celui de l'arrogance épistémologique. Rappelons avec Claude Lévi-Strauss que « l'Occident n'a pas le monopole de la rationalité, il a seulement oublié les autres formes de pensée ».[19] Ce principe de précaution intellectuelle invite à considérer que ce que nous vivons comme une crise — la perte d'un réel commun, la fragmentation des repères temporels, l'affaiblissement des institutions — est précisément ce que d'autres

civilisations, notamment en Asie, n'ont pas connu de la même façon, ou ont su traverser autrement. Certaines cultures entretiennent avec le temps long, la communauté et la nature des relations que la modernité occidentale a perdues et cherche aujourd'hui à retrouver. Ce n'est pas une invitation à l'exotisme, mais à la lucidité. La dislocation du réel est d'abord un phénomène occidental et postindustriel. Le reconnaître, c'est déjà ouvrir la possibilité d'apprendre d'autres manières d'habiter le monde — et peut-être d'y trouver des ressources pour négocier autrement notre rapport au réel.

Des crises globales aux tentatives de recomposition

Un monde vécu comme en crise permanente

Les crises contemporaines – écologique, sanitaire, économique – s'entrecroisent et s'accumulent, aggravant le sentiment d'instabilité et d'incertitude généralisé. Ulrich Beck décrivait notre monde comme une « société du risque », peuplée de dangers invisibles et incontrôlables.[20] La pandémie de Covid-19 en a fourni la démonstration éclatante : elle a provoqué des bouleversements normatifs, une sidération psychologique collective, et une confrontation brutale entre des réalités nationales radicalement différentes. Elle a aussi révélé la fragilité des médiations institutionnelles et creusé les inégalités sociales, géographiques et générationnelles. Le témoignage d'Anita Delaunay, infirmière et directrice d'un service de soins à domicile en Bretagne, illustre cette fracture entre le réel vécu sur le terrain et sa représentation médiatique.[21] Durant la pandémie, elle a observé comment le traitement de l'information donnait une image partielle et déformée de la crise sanitaire : « On ne montre jamais le problème de fond. Ce qu'on montre, ce sont les conséquences visibles, l'iceberg d'un système de santé qui est en souffrance et qui ne fonctionne plus depuis un certain temps. On donne une image incomplète, aussi bien pour le grand public que pour les responsables politiques. » Ce décalage entre le réel vécu et sa mise en scène médiatique est l'un des symptômes les plus concrets de la dislocation du réel. L'instabilité se traduit aussi dans les trajectoires économiques et professionnelles. Dany Lallot, chef d'entreprise dans les Hauts-de-France, témoigne du sentiment d'impuissance qui gagne les acteurs économiques face à l'absence de cap politique clair :[22] « À un moment donné, il faudra des décisions fortes pour provoquer un vrai mouvement, remuer la fourmilière. C'est surtout ce manque de leadership et de décisions concrètes qui rend l'avenir incertain, plus que l'instabilité en elle-même. » Ce constat rejoint la notion de « crise du futur » analysée par le sociologue Claude Dubar[23] : l'impuissance à élaborer de vrais projets collectifs à long terme, la dictature du court-termisme, l'incapacité à agir dans la durée.



Crédit : AdobeStock – Piotr

Il s'agit de penser les conditions d'un *commun pluriel*, qui accepte et accueille la diversité des expériences — en acceptant, avec Stengers, que le réel se négocie plus qu'il ne se décrète.

Ces indicateurs ont des traductions concrètes inquiétantes : taux élevés de suicide, consommation massive d'anxiolytiques, anxiété généralisée.[24] Byung-Chul Han parle d'une « société de la fatigue »[25], marquée par une pression permanente à la performance qui conduit à l'épuisement psychique. L'instabilité ne se contente pas de nous inquiéter individuellement : elle nous divise collectivement. La société se scinde entre ceux qui « croient encore » et ceux qui « ne croient plus », entre optimistes et catastrophistes.

Négocier le réel plutôt que le sauver : vers de nouveaux ancrages

La dislocation du réel ne saurait être approchée comme un effondrement total. C'est ici que la formule d'Isabelle Stengers prend toute sa force : « le réel n'est pas à sauver, il est à négocier ».[26] Cette proposition déplace le regard. Elle nous invite à renoncer à la nostalgie d'un réel unifié qui n'a peut-être jamais

existé tel qu'on l'imagine, et à accepter la pluralité comme une donnée permanente avec laquelle il faut composer. La question n'est plus : comment retrouver le réel perdu ? Mais : comment construire des espaces de négociation où des réalités différentes peuvent coexister et dialoguer ? Des réponses émergent, à des échelles très diverses. On observe d'abord un regain d'intérêt pour les pratiques spirituelles et religieuses — non comme fuite hors du monde, mais comme réancrage dans une expérience incarnée du sens. L'abbé Delmotte témoigne de cette dynamique : « De nombreuses personnes, surtout jeunes, redécouvrent que la foi leur donne un repère stable, une réalité solide, un cadre de vie et de sens. » Ce mouvement s'accompagne de formes plus séculières de ré-ancrage : tiers-lieux, cafés associatifs, jardins partagés, friches culturelles — autant d'espaces où se refonde l'expérience du commun. Les données sont éloquentes : 88 % des usagers de tiers-lieux se déclarent acteurs de leur territoire, et 62 % de ces espaces sont implantés en dehors des grandes métropoles.[27]

L'expérience locale illustre cette dynamique de façon saisissante. Stéphane Fréchard, premier adjoint au maire de Lure (Haute-Saône), a mené un projet de centre de santé pour répondre à la fracture médicale de son territoire : lors du premier mois de consultation, cinq cancers furent détectés parmi vingt-six patients.[28] Ces chiffres recouvrent une portée universelle : il y a là une population non atteinte par la gouvernance nationale, dont la dislocation du réel tient moins à l'idéologie ou au numérique qu'à la simple géographie. La panne électrique qui a frappé la péninsule ibérique le 28 avril 2025 a offert, enfin, une illustration paradoxale et lumineuse de ce potentiel de résilience collective : des gens jouant aux cartes dans les rues, dansant, s'entraidant. Quand les infrastructures numériques s'effondrent, la communauté originelle se reforme spontanément. Le lien social ne disparaît pas : il s'était bridé, empêché par les structures mêmes censées le faciliter. La crise, au sens étymologique du terme — moment de rupture décisive —, révèle la permanence du besoin humain de présence et d'interactions authentiques.

La question n'est plus : comment retrouver le réel perdu ? Mais : comment construire des espaces de négociation où des réalités différentes peuvent coexister et dialoguer ? Des réponses émergent, à des échelles très diverses.

Faire de la dislocation un seuil

En définitive, la dislocation du réel que nous vivons n'est pas une simple crise passagère ni une disparition. C'est une transformation profonde qui touche jusqu'à notre manière d'habiter le monde. Le réel se diversifie, se nourrit de ce qui n'existait pas, se démultiplie. Il peut être brouillé, fragmenté, délégué à de multiples réseaux — mais il reste susceptible de redevenir lisible. Gouverner aujourd'hui, ce n'est plus administrer un réel stable et partagé : c'est apprendre à composer avec une réalité polyphonique, disputée, parfois contradictoire. Cette dislocation est aussi une ouverture. Des voix jusqu'alors inaudibles se font entendre, les discours dominants sont contestés, de nouvelles formes de participation émergent. L'enjeu n'est pas de restaurer un passé révolu ni d'imposer un récit unique. Il s'agit de penser les conditions d'un *commun pluriel*, qui accepte et accueille la diversité des expériences — en acceptant, avec Stengers, que le réel se négocie plus qu'il ne se décrète. Ce qui suppose, avec Lévi-Strauss, de garder l'humilité de regarder au-delà de nos propres catégories de pensée. Cela suppose concrètement de redonner à la parole publique sa dimension politique, de rapprocher les lieux de décision des territoires où vivent les gens, et de réinventer des formes de gouvernance capables de tenir ensemble la complexité du monde et le besoin de sens. Reconstruire un réel partagé, ce n'est pas tout contrôler. C'est s'appuyer sur des institutions fiables, lisibles, incarnées — des institutions qui nous ressemblent. Faire de cette dislocation non pas une fin, mais un seuil : celui d'un monde où les fractures deviennent des passages, où la perte ouvre à l'invention, où nous apprenons à vivre ensemble autrement.

Louis Braun, Sarah Belaouni,
Flavie Madiot et Andrea Bueno

Remerciements
Les auteurs adressent leurs remerciements aux personnes qui ont accepté de les rencontrer : M. l'abbé François Delmotte, *professeur de philosophie et prêtre ;* M. Jérémie Peltier, *co-directeur général de la Fondation Jean-Jaurès ;* Mme Anita Delaunay, *infirmière et directrice d'un service de soins à domicile, Bretagne ;* M. Dany Lallot, *chef d'entreprise, Hauts-de-France ;* M. Stéphane Fréchard, *1er adjoint au maire de Lure (Haute-Saône).*

1 Le marché mondial de la réalité virtuelle était estimé à 67,66 milliards USD en 2024. Source : Statista, 2024.

2 World Values Survey 2022 : seulement 45 % des personnes dans le monde font confiance aux autres, illustrant la fragilisation des liens sociaux.

3 DARES, 2024 : 70 % des adultes ressentent que leur rythme de vie s'est accéléré par rapport à il y a 10 ans ; 42 % des salariés français se déclarent stressés par la surcharge d'activités.

4 Paul Virilio, *Vitesse et politique, Galilée*, 1977 ; Hartmut Rosa, Accélération. Une critique sociale du temps, La Découverte, 2010.

5 Bernard Stiegler, *La Technique et le Temps*, Galilée, 3 vol., 1994–2001.

6 Jean Baudrillard, *Simulacres et Simulation*, Galilée, 1981.

7 En France, la part des ménages équipés en technologie numérique est passée de 15 % à 45 % entre 1995 et 2005. En 2024, 89 % des foyers disposent d'un ordinateur et environ 90 % des enfants de 12 ans ont déjà un smartphone. Source : Born Social, 2024.

8 Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, vague 14, février 2023. Seulement 35 % des Français estiment que « la démocratie fonctionne bien » ; 82 % considèrent que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme eux ».

9 Singly, F. de (2003). Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien. Paris : Armand Colin (rééd. Pluriel, 2010). Singly, F. de (2005). L'individualisme est un humanisme. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube.

10 Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*, Minuit, 1979.

11 Zygmunt Bauman, *Liquid Modernity*, Polity Press, 2000 ; Paul Ricœur, *Temps et récit*, Seuil, 3 vol., 1983–1985.

12 Propos d'Emmanuel Macron tenus le 26 octobre 2021 au dîner du Cercle Charles Gide, rapportés par Le Monde diplomatique.

13 Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Paris : Seuil. Fanon, F. (1961). Les Damnés de la terre, préface de J.-P. Sartre. Paris : Maspero (rééd. La Découverte/Poche, 2002).

14 Manuel Castells, *La Société en réseaux*, Fayard, 1998 (rééd. 2001). Castells analyse comment les réseaux numériques reconfigurent les identités et les formes d'appartenance collective, produisant simultanément de nouvelles solidarités et de nouvelles exclusions.

15 Digital News Report 2025 : 60 % des Français s'informent en ligne ; 32 % via les réseaux sociaux. La télévision représentait 84 % des sources d'information en 2013, contre 59 % en 2025.

16 En 2025, seulement 29 % des Français pensent fiable « la plupart de l'actualité la plupart du temps ». Source : Digital News Report 2025.

17 Entretien avec Jérémy Peltier, co-directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, réalisé le 21 novembre 2025.

18 Gérald Bronner, *La Démocratie des crédules*, PUF, 2013. Bronner montre que la libéralisation du marché cognitif, loin de produire une meilleure information, favorise la diffusion des croyances non vérifiées en exploitant les biais cognitifs naturels.

19 Claude Lévi-Strauss, *Race et Histoire*, UNESCO, 1952. Cette phrase rappelle que la rationalité occidentale n'est qu'une forme parmi d'autres de rapport au monde, et que d'autres civilisations entretiennent avec le temps long, la communauté et la nature des relations que la modernité occidentale a perdues.

20 Ulrich Beck, *La Société du risque*, Flammarion, 2001 ; Byung-Chul Han, La Société de la fatigue, PUF, 2014.

21 Entretien avec Anita Delaunay, infirmière et directrice d'un service de soins à domicile, Bretagne, réalisé le 13 novembre 2025.

22 Entretien avec Dany Lallot, chef d'entreprise, Hauts-de-France, réalisé le 9 novembre 2025.

23 Dubar, C. (2011). *Temps de crises et crise des temps*. Temporalités, n°13, mis en ligne le 22 juin 2011. URL : http://temporalites.revues.org/1563

24 En 2022, 9 200 décès par suicide ont été recensés en France. Plus de 9 millions de Français ont consommé des benzodiazépines en 2023, plaçant la France au 2e rang européen. Sources : DREES, 2023 ; ANSM, 2023.

25 Han, B.-C. (2014). *La Société de la fatigue* (trad. J. Stroz). Belval : Éditions Circé.

26 Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, La Découverte, 2009. Cette formule résume sa conception d'une cosmopolitique fondée non sur l'imposition d'un récit dominant, mais sur la négociation permanente entre des manières d'habiter le monde.

27 Étude Campus de la Transition pour l'ANCT, 2025 : 88 % des usagers de tiers-lieux se sentent acteurs de leur territoire ; 62 % des tiers-lieux sont recensés en dehors des 22 métropoles françaises.

28 Entretien avec Stéphane Fréchard, 1er adjoint au maire de Lure (Haute-Saône), réalisé le 20 novembre 2025.